

Faits Saillants

- Regain d'activités terroristes avec l'attentat, revendiqué par le groupe islamiste Al-Murabitoune, dans un restaurant à Bamako le 7 mars 2015 ;
- Le MNLA a refusé de parapher l'Accord de Paix prévu pour le 15 avril à Alger;
- Célébration de la Journée Internationale de la Femme le 8 mars 2015 dont le thème proposé par ONU femme a été : « l'autonomisation des femmes, autonomisation de l'humanité : imaginez ! »
- Célébration de la Journée Internationale de la sensibilisation au problème des mines et de l'assistance à la lutte antimines le 4 avril;
- Le 27 avril Menaka est passée sous contrôle du GATIA suite à des affrontements armés qui ont contraint le MNLA à quitter la ville.

1.000.000 PERSONNES DANS LE BESOIN

600.000 PERSONNES CIBLEES
71 ORGANISATIONS MEMBRES



Contexte Politique et Sécuritaire

A la suite du cinquième round des pourparlers inter-maliens de paix, le projet d'accord de paix au Mali n'a pas été validé par la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) qui a demandé un temps de réflexion avant de faire connaître sa position. Une délégation internationale s'est rendue le 17 mars à Kidal, dans le nord du Mali, pour discuter avec la CMA l'accord de paix que la coordination souhaite améliorer sur la base des résultats de ses journées de concertation avec la population locale. Malgré les intenses pourparlers l'MNLA, membre de la coordination, a refusé de parapher l'Accord de Paix lors de la cérémonie d'Alger du 15 avril, en conditionnant le paraphe à la satisfaction des revendications énumérées lors de la réunion à Kidal.

Les mois de mars et avril ont été marqués par un regain d'activités terroristes avec l'attentat, revendiqué par le groupe islamiste Al-Murabitoune, dans un restaurant à Bamako qui a causé la mort de cinq civils et la multiplication des attaques des bases et véhicules de la MINUSMA dans le nord du pays.

La situation sécuritaire a connu une progressive détérioration aussi dans la région de Mopti qui a causé le départ des autorités administratives dans certaines communes des cercles de Tenenkou, Youwarou et Djenne.

La recrudescence du banditisme et des braquages armés continue d'affecter les mouvements des organisations humanitaires en limitant ultérieurement l'espace humanitaire et la provision d'aide aux populations civiles.

Groupe Sectoriel de Protection (GSP) - Bamako

- Le GSP, en collaboration avec les membres, a rédigé le Plan de Formations pour le renforcement des capacités des membres du cluster (soit au niveau national que régional), des membres de la société civile et des autorités étatiques concernées, afin de favoriser une compréhension commune des thèmes et des principes de la protection et de faciliter une plus ample participation du gouvernement dans les travaux du cluster-même ;
- Les groupes sectoriels ont déclenché le processus d'évaluation de leur performance à la demande du CH. Le processus d'évaluation a pris fin le 22 avril 2015. La présentation à l'EHP et au CH des rapports d'évaluation des plans d'action pour le renforcement des aspects ressortis étant faibles est prévue pour le mois de mai;
- Dans le cadre de la relation de travail envisagée entre la MINUSMA et le GSP pour la protection des civils, et comme recommandé par le Global Protection Cluster, le GSP a développé la « Matrice de Protection » en vue de prioriser les axes et points chauds dans les zones couvertes par les acteurs humanitaires, conformément aux menaces de protection perçues par ces derniers et les communautés. L'objectif de la Matrice est d'aider à améliorer la réponse opérationnelle et locale de la Mission et d'assurer un échange d'informations appropriées pour mieux répondre aux préoccupations de protection des civils ;
- Le GSP a poursuivi les travaux d'harmonisation des outils de monitoring de protection : suite à la pré-validation de l'outil de l'évaluation rapide de protection (ERP) par le groupe consultatif stratégique du GSP et l'équipe technique de monitoring de protection le 9 mars 2015, l'outil a été testé lors du mois d'avril par des membres du GSP dans les régions de Sikasso, Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou. L'harmonisation des outils de monitoring et la centralisation de la base des données permettra une meilleure connaissance des risques de protection affectant les populations, une plus claire priorisation des secteurs et zones d'intervention et la mise en place d'activités de plaidoyer plus solides afin de répondre plus efficacement aux besoins de la population.

Événements

4 Avril, Journée internationale de lutte anti-mines.

Camille Aubourg,
camillea@unops.org

23 avril, Réunion du Groupe Sectoriel de Protection @UNHCR, 10:00

Saoudatou Bah-Mansare,
bahs@unhcr.org

xx avril, Réunion du Groupe de travail AJED @MINUSMA, 14:30

Aime Ntumba Kakolo, ntumbakakolo@un.org

06 mai, Réunion du Groupe de Travail Lutte Antimines Humanitaire @UNMAS, 15:00

Camille Aubourg,
camillea@unops.org

Groupe Sectoriel Régional de Protection (GSRP) - Mopti

- Des sessions de renforcement de capacité des points focaux des cercles de Mopti et Douentza ont été organisées dans le cadre de la prévention, réponse, identification et dénonciation des VBG ;
- Une table ronde HCR/PNUD/OCHA et la Section Affaires Civiles de la MINUSMA a été organisé afin de discuter projets, approches et synergies dans le cadre des activités favorisant la cohésion sociale.

Groupe Sectoriel Régional de Protection (GSRP) - Gao

- Des actions de plaidoyer auprès des autorités (gouvernorat de région, gendarmerie, Minusma) pour le retour du personnel de la justice ont été menées par le GSRP: aucun magistrat n'est en effet présent dans la région et 96 personnes (dont 6 enfants entre 14 et 17 ans) sont détenus dans la maison d'arrêt de Gao sans jugement;
- Les membres du GSRP sont en train de récolter d'ultérieures informations au sujet d'un réseau d'enrôlement d'enfants qui aurait été récemment découvert dans la zone de Gao.

Groupe Sectoriel Régional de Protection (GSRP) - Tombouctou

- Après le plaidoyer du GSRP sur la présence des Magistrats, le retour du Président du Tribunal de Tombouctou ainsi que celui du Juge de Paix de Dire ont été signalés tandis que les Juges de Paix de Goundam, Rharous et Niafunké aussi bien que les Juges d'Instruction du Tribunal de Tombouctou restent encore absents;
- La présence de 50 ménages déplacés près de Zorho, dans la commune de Ber a été signalée par l'UNHCR: les déplacés, qui ont quitté leur zone d'origine suite aux événements de Décembre 2014, présentent des besoins urgents en médicaments, vivres et NFI.

Violences Basées sur le Genre (VBG)

- Comme de coutume le Mali a célébré le 8 mars la Journée Internationale de la Femme. Le thème national de la présente édition a porté sur « La croissance économique et autonomisation des femmes, engagement exclusif pour un Mali sécurisé, stable et émergent. ». La Journée internationale a été célébrée par le SC-VBG en présence du Premier ministre, Modibo Keita, de Mme Keita Aminata Maïga, épouse du chef de l'Etat, du ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Sangaré Oumou Bah et des Représentants du Système des Nations Unies au Mali.
- Du 28 mars au 3 avril 2015, la coordination du SGS-VBG a participé à une rencontre en Jordanie organisée par le comité de pilotage du VBG-IMS. La réflexion a porté sur une possible évaluation du système et de son impact et sur la planification de formations en vue d'améliorer le service. Depuis la mise en place en juillet 2014 au Mali du VBG-IMS, une dizaine d'organisations qui se sont engagées à partager les informations sur les VBG à travers la signature du protocole de partage des données. Cependant, depuis l'entrée en vigueur du protocole en février 2015, le VBGIMS n'a reçu que les données d'une organisation (février) et 4 autres en mars 2015, à cause de la rupture de financement de certaines organisations signataires aussi bien que de l'accès difficile aux zones d'intervention à cause de l'insécurité grandissante.

Lutte Anti-mines Humanitaire (LAMH)

- Poursuite des activités de dépollution, d'enquête, de sensibilisation et d'assistance aux victimes. Entre janvier 2013 et début avril 2015: 3,365,084 mètres carrés ont été dépollués et 1,362 villages ont été enquêtés et 1,382 REG ont été détruits;
- Au 27 Avril 2015, 139 victimes civiles de Restes Explosifs de Guerre (REG) enregistrées dans la base de données de UNMAS (Depuis Mars 2012) : 26 personnes tuées et 113 blessées.
- Au 27 Avril 2015, 124 victimes civiles d'Engins Explosifs Improvisés (EEI) enregistrées dans la base de données de UNMAS (Depuis Janvier 2013) : 30 personnes tuées et 94 blessées.

Les réalisations du GSP au 30 avril 2015

Le plan d'implémentation de la Stratégie pour les solutions durables est en cours de définition

55%

De la population ciblée a été formée aux risques des mines/REG

46%

Des victimes de violations identifiées et documentées, ont été assistées dans l'accès à la justice

1%

Des personnes sans pièces d'identité ciblées pour l'obtention du document ont été assistées

60%

Des communautés ciblées ont un système de référencement communautaire pour la protection des enfants fonctionnel

105%

Des prestataires de services ciblés fournissent des services psychosociaux aux victimes de violence sexuelle

Les indicateurs présentés se réfèrent aux indicateurs du Groupe Sectoriel de Protection identifiés lors de la rédaction du Plan de Réponse Stratégique 2015.

Le progressif rétrécissement de l'accès humanitaire, l'absence des autorités administratives dans le Nord aussi bien que le manque de financement impactent sur la capacité du groupe d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre de l'accès à la documentation.

Coordination Groupe Sectoriel de Protection Mali – Contacts:

Coordinatrice: Saoudatou Bah Mansare, bahs@unhcr.org

Administratrice de Gestion de l'Information: Giorgia Tomieri, tomieri@unhcr.org

<https://mali.humanitarianresponse.info/fr/clusters/protection>